

Zeitschrift:	Les intérêts de nos régions : bulletin de l'Association pour la défense des intérêts jurassiens
Herausgeber:	Association pour la défense des intérêts jurassiens
Band:	57 [i.e. 58] (1987)
Heft:	4: XIVe stage de l'Université populaire jurassienne sur l'aménagement du territoire : quelle politique régionale?
Artikel:	Invitation à poursuivre la réflexion
Autor:	Crevoisier, Jean-Claude
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-824481

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Invitation à poursuivre la réflexion

Par Jean-Claude CREVOISIER, membre de la commission UP/AT



Deux journées de stages. Deux animateurs principaux. Deux visions de la réalité. Deux sensibilités différentes pour nous aider à réfléchir sur la région et sur son développement.

Denis Maillat, en économiste positiviste, imagine un développement engendré par des unités de production de dimension petite à moyenne, gérées par des chefs d'entreprises locaux et orientés sur les nouvelles technologies. Il propose en particulier, pour pallier la dispersion des acteurs économiques dans la région jurassienne, de structurer les réseaux de compétences, d'organiser et de multiplier les échanges entre les hommes et entre les firmes tant du secteur secondaire que du secteur tertiaire.

Pour Michel Bassand, il y a moins de certitudes. Confronté à la complexité du fonctionnement de notre société, il attire notre attention sur l'affectivité, sur les passions, sur une forme d'irrationnel, qui guident aussi nos comportements. L'action économique n'en est que plus aléatoire, ses résultats moins prévisibles. Ce qui ne doit toutefois pas nous conduire au fatalisme et à la passivité. Restant optimiste, le sociologue nous fait partager sa conviction que la région possède des ressources humaines importantes, et qu'il faut apprendre à les mobiliser. Le développement culturel est devenu en cela un instrument indispensable de toute politique, même (et surtout) économique.

Vers des «réseaux» économiques

Il n'est certes pas facile de faire la synthèse de ces deux approches, même si toutes deux nous invitent à penser en termes de «réseaux». Une région n'existe vraiment (dans la réalité, c'est-à-dire essentiellement dans la conscience des gens) que dans la mesure où, entre les hommes et les femmes qui y vivent, il y a échange d'informations, de biens et de services. Or ce sont les réseaux qui rendent ces échanges possibles. Chez nous, les réseaux socio-culturels sont créés depuis longtemps déjà. Les écoles de formation des enseignants, celles qui préparent à la maturité et d'autres encore ont tissé des liens durables entre les personnes qui les ont fréquentées. Les grandes associations ont ensuite pris le relais. C'est là une des richesses de ce pays dont la dimension réduite empêche toute dépersonnalisation de la relation, et par conséquent sa dilution.

Dans le domaine socio-économique, les réseaux sont actuellement, par nature, moins conviviaux. Médiatisés qu'ils ont été jusqu'à ce jour par des flux avant tout financiers. Mais comme les rapports humains et la synergie des compétences y deviennent de plus en plus importants, on peut parier qu'à côté des «marchés» les réseaux vont, là aussi, progressivement se mettre en place, pour peu qu'on favorise un peu cette évolution. Le «so-

cio-culturel » aura en quelque sorte balisé et préparé le terrain.

Développer notre capacité d'innovation

Notre recherche est donc, en elle-même, dynamique et enrichissante. Dans la mesure où il n'y a pas de théorie incontestable ou vérifiée dans ce domaine, notre interrogation nous pousse à l'expérimentation. Elle nous oblige à inventer. Et de cette capacité à innover, nous en avons particulièrement besoin aujourd'hui, à un moment où les problèmes ne se posent plus seulement en termes quantitatifs. Les politiques que nous avons à mettre en œuvre remettent en question nos sociétés, dans leur fonctionnement, dans les principes et dans les idées qui les dirigent.

Repenser le développement

Il est devenu banal d'affirmer que nous nous trouvons à un carrefour technologique. Il serait dès lors étonnant que cette mutation en profondeur de notre mode de vie ne s'accompagne pas d'une remise en cause des idéologies qui ont fondé des certitudes aujourd'hui dépassées. Pour éclairer, autant que faire se peut, notre démarche, nous devons rechercher la collaboration entre les « acteurs » et les chercheurs. L'interdisciplinarité devient un élément essentiel du développement futur. Enfin, ce développement, il est devenu primordial de le repenser, de lui donner une assise que nous n'hésiterons pas à qualifier de philosophique.

J.-Cl. C.

Association pour la défense des intérêts jurassiens

Président ad interim :
Philippe Degoumois, avocat et notaire,
2740 Moutier

Secrétaire général
et rédacteur responsable :
Pierre-Alain Gentil, 2800 Delémont

Administration de l'ADIJ et rédaction des «intérêts de nos régions»

Rue du Château 2, case postale 344, 2740 Moutier 1, ☎ 032 93 41 51, c.c.p. 25-2086-1